

## La Gruyère, jeudi 5 mars 2015

### «Laisser vivoter les agriculteurs, c'est leur manquer de respect»

jeu, 05 mar. 2015



Fernand Cuche lance demain soir à Vuippens une série de conférences en Suisse romande. L'agriculteur et ancien homme politique neuchâtelois bat le pavé en faveur des trois initiatives agricoles actuellement en campagne.

Fernand Cuche remet le collier. Non pas pour se relancer en politique, mais pour porter sur la place publique les trois initiatives agricoles existant sur le thème de la souveraineté alimentaire: celle de l'Union suisse des paysans (USP) déposée l'an dernier et à laquelle le Conseil fédéral a déjà opposé un contre-projet, et celles d'Uniterre et des Verts, toutes deux en cours de récolte de signatures.

L'ancien conseiller national, puis conseiller d'Etat neuchâtelois (Verts) va donc battre la campagne avec une série de conférences en Suisse romande. La première aura lieu vendredi soir à Vuippens. Elle sera suivie d'une discussion.

Même si les trois textes divergent sur certains points, l'agriculteur et militant des Verts, ancien secrétaire de l'Union des producteurs suisses (devenue Uniterre en 2001) les défend tous trois pour leur complémentarité. C'est l'urgence de la situation économique tendue que vit le monde paysan qui le fait monter à nouveau au créneau. Interview.

#### **Ces trois initiatives ne sont-elles pas contradictoires?**

Elles sont complémentaires. Il n'y en a pas une qui contiendrait l'entier de ce que je souhaite. Celle des Verts maintient une exigence de durabilité, mais elle dit aussi que les produits importés doivent répondre aux exigences suisses de production. Ça, c'est nouveau. Les Verts, dont je suis membre, est le premier parti à demander que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ne définisse pas une politique agricole sous la pression des marchés. On est prêt à rediscuter l'accord avec l'OMC dans l'idée d'y intégrer des critères de durabilité dans les négociations commerciales.

On rejoint là le texte d'Uniterre qui parle, lui, de souveraineté alimentaire. Avec une priorité sur la

production de proximité et des prix rémunérateurs. Uniterre veut maintenir une agriculture productive, respectueuse de l'environnement. Pour y parvenir, il faut cadrer le marché afin qu'il soit au service de ce que nous voulons.

### **Et l'initiative de l'USP, en quoi vous séduit-elle?**

Par son exigence de préservation des terres agricoles, notamment des terres d'assolement. En revanche, elle perd un peu de sa force quand elle parle de sécurité alimentaire – et non de souveraineté. Parce que la réponse du Conseil fédéral, sur ce point, est faible aussi: son contre-projet propose des traités avec nos voisins pour assurer l'approvisionnement du pays. En somme, le Conseil fédéral cherche la sécurité alimentaire à l'étranger.

### **Pro Natura reproche à l'initiative de l'USP un productivisme effréné au mépris de l'écologie...**

Je ne suis pas tellement d'accord avec la politique agricole 2014-2017. Je m'en réjouis du point de vue de la protection de l'environnement. Mais la faiblesse de la PA 14-17, c'est qu'elle braque prioritairement les projecteurs sur les valeurs environnementales en oubliant les principaux acteurs, à savoir les paysans. Je suis frappé de voir qu'on investit chaque année des centaines de millions dans une agriculture qui ne donne pas à ses principaux acteurs de quoi vivre décemment. Ça devient presque une absurdité économique. Et puis l'USP a tout de même vécu une prise de conscience. Je ne la vois pas revenir à des concentrations animales et à du productivisme tels que dans les années 1970. Ils savent très bien, à l'USP, que s'ils le font, ils se retrouveront avec une initiative populaire sur le dos. Et le peuple gagnera.

### **La souveraineté alimentaire, c'est ce que vous entendez par la notion de commerce équitable en Suisse?**

Oui. Et nous en avons les moyens. Tous les pays industrialisés financent leur agriculture, car on sait que l'approvisionnement de la population est devenu fragile. Mais dire que les agriculteurs sont indispensables et les laisser vivoter, sans digne rémunération, c'est leur manquer de respect.

### **La Suisse peut-elle modifier seule les critères de l'OMC?**

Ce que j'aimerais, c'est que l'autorité fédérale, à l'écoute du peuple, prenne conscience qu'elle a méprisé des enjeux fondamentaux comme la compatibilité entre le marché et la durabilité. Il est temps de redéfinir des critères qui amèneront un commerce équitable et respectueux des uns et des autres. Je serais fier que le Conseil fédéral trouve des alliances et fasse des propositions à l'OMC. La Suisse en sortirait grandie.

### **Reste que les initiants de ces trois textes n'ont pas réussi à les fusionner. Vous le regrettez?**

Bien sûr. Pour avoir fait vingt-cinq ans de syndicalisme paysan, j'ai été déçu de voir que malgré l'urgence – il reste à peine 60000 exploitations agricoles en Suisse – Uniterre et l'USP n'aient pas réussi à se mettre d'accord. Cela dit, ça me rassure de voir les milieux agricoles retourner dans la rue récolter des signatures. Tous les quatre ans, on revoit la politique agricole. Et malgré ça, on a trois initiatives sur ce thème. Ça signifie que quelque chose ne passe pas. Que l'exigence d'une rémunération suffisante n'a pas été assez prise en compte. Maintenant, on se réveille. J'espère que l'USP, plus grande organisation paysanne, comprendra que les deux autres initiatives pourront lui venir en appui.

### **Ce combat-là signifie-t-il votre retour en politique ?**

Non. Je me suis toujours inscrit dans une démarche large visant à rendre dans le meilleur état possible la nature mise à disposition. C'est un projet enthousiasmant. C'est ce dénominateur commun-là que nous devrions retrouver, nous, les milieux agricoles.